

Sustainability Transformation Research Initiative - STRIVE :

Programme de recherche sur la *transformation* écologique et sociale



Lignes directrices thématiques et méthodologiques

Table des matières

Propos introductif (contexte, objectif général de STRIVE, plan du document).....	2
Choix de la notion de <i>transformation</i> écologique et sociale	4
Cadrage général des projets de recherche STRIVE	5
Objectif visé par la transformation : la Suisse au sein du Donut en 2050	5
Décroissance des flux de matière et d'énergie : sobriété	7
Un objectif aligné aux visées politiques nationales et aux intentions de l'UNIL	7
Structuration des projets	8
Une problématique systémique : vue d'ensemble, coordination, intégration	8
Représentation simplifiée du système par sphères d'action	9
Axes de recherche transversaux	10
Considérations méthodologiques	12
Recherche sur la transformation et recherche transformatrice	12
Production de connaissances utiles à la transformation	12
Caractéristiques de la production de connaissances visée par STRIVE	13
Exemples de domaines de concrétisation potentiels	15
Références.....	16

Propos introductif (contexte, objectif général de STRIVE, plan du document)

Le diagnostic de non-durabilité du fonctionnement actuel de nos sociétés est largement documenté. De même, l'objectif à atteindre pour sortir de cette situation est connu, dans les grandes lignes au moins. Il s'appuie sur l'état actuel des connaissances scientifiques, qui ont atteint un consensus suffisant pour également être reprises dans de nombreuses déclarations d'intention politiques. Le but étant d'éviter que les activités humaines n'engendrent des perturbations de l'environnement naturel qui dépassent certains seuils critiques, au-delà desquels la stabilité et le bon fonctionnement des différents (eco)systèmes composant le « système terre » ne sont plus assurés. A cet objectif environnemental, incarné notamment par le modèle des limites planétaires (Röckstrom et al. 2009), s'ajoute dans une perspective de justice sociale la nécessité d'assurer les besoins fondamentaux et le bien-être de toutes et tous. Dans un rapport publié en 2019, l'ONU a souligné la nécessité, en vue d'atteindre les objectifs de développement durable, de mettre en œuvre « une transformation urgente et délibérée des systèmes socio-environnementaux et économiques, qui permette de garantir le bien-être humain et la santé, tout en ayant des répercussions limitées sur l'environnement » (ONU, 2019, p. xxi).

Les connaissances actuelles montrent qu'en raison de l'ordre de grandeur de la réduction des impacts environnementaux nécessaires pour atteindre cet objectif, ainsi que des inégalités importantes dans la répartition du bien-être, les changements sociétaux à poursuivre devront être importants et même radicaux, au sens étymologique du terme. Il s'agit de dépasser le simple traitement des symptômes (problèmes environnementaux et sociaux) en s'intéressant à identifier leurs causes profondes et à imaginer des alternatives. Dans ce but, il y a lieu de mieux **comprendre les processus et dynamiques** à l'œuvre qui influencent, structurent ou conditionnent notre avancée collective sur le chemin de la transformation écologique et sociale.

Le programme de recherche intitulé « Sustainability Transformation Research Initiative » (STRIVE) lancé en 2024 par l'Université de Lausanne (UNIL) entend se consacrer à l'étude de cette question fondamentale et systémique, en faisant appel aux apports de nombreuses disciplines issues principalement des sciences humaines et sociales, pour répondre de manière transversale et coordonnée à des questions telles que : Comment transforme-t-on une société ? Quelles contraintes, obstacles et facteurs de blocage sociaux, économiques et politiques ralentissent ou empêchent la transformation ? Comment les surmonter ? Quels leviers et instruments, au sens large, peuvent la faciliter ou l'accélérer ? Comment mieux comprendre les différentes options à disposition et éclairer les multiples choix de société qui doivent immanquablement être discutés pour parcourir le chemin qui nous sépare d'un système socio-économique pérenne et juste ? Quelles leçons peut-on tirer des connaissances déjà existantes et comment peuvent-elles être mobilisées pour faciliter le changement ? Quel rôle les différentes sphères d'actions (société civile, entreprises privées, secteur public) peuvent-elles, ou devraient-elles, jouer dans cette transformation ? Et quelle rôle la recherche peut-elle et doit-elle jouer dans ce cadre ?

Partant de l'idée que le diagnostic actuel et le but de la transformation écologique et social sont suffisamment bien connus, STRIVE se centre donc sur le processus de transformation lui-même, en tant qu'objet d'étude. S'inscrivant dans une approche transformatrice, il vise ainsi à soutenir des recherches qui s'intéressent aux moyens permettant une transformation ambitieuse et rapide de notre système socio-économique. A cette fin, le programme financera entre huit et dix postes

de recherche sur quatre ans (thèses et postdocs), au sein d'un projet inter- et transdisciplinaire, dont les apports systémiques et si possible transformateurs seront coordonnés et facilités par le Centre de compétences en durabilité (CCD). Une ligne budgétaire permettra en outre d'octroyer des bourses de *seed-funding* pour développer des projets qui s'inscrivent dans les lignes directrices de STRIVE et les soumettre à des organismes de financement de la recherche. Le programme vise également à créer une communauté de recherche dynamique et soudée autour de l'étude des transformations sociétales à l'UNIL.

L'Académie Suisse des arts et des sciences (SCNAT) estime que la création de larges programmes de recherche intégrés et transdisciplinaires est prioritaire dans le domaine de la recherche en durabilité. Son rapport intitulé « Lighthouse Programmes in Sustainability Research and Innovation » (Wuelser, Edwards, 2023) précise quatre éléments essentiels pour caractériser de tels programmes : (i) embrasser la complexité des questions de durabilité (ce qui implique d'aligner la recherche aux objectifs politiques et d'adopter une approche systémique), (ii) s'assurer de la pertinence sociétale des recherches (ce qui implique de comprendre les besoins et contextes du terrain, de prendre en considération l'inattendu et de construire des réseaux transformatifs), (iii) s'efforcer de produire des connaissances susceptibles de générer un impact et des pistes d'action transformatives concrètes et enfin (iv) assurer des conditions-cadres permettant la collaboration et la co-production de savoirs et leur diffusion. STRIVE a vocation de répondre à ces éléments.

Le présent document vise à clarifier les fondements théoriques et conceptuels de STRIVE, notamment en éclaircissant la notion même de *transformation* écologique et sociale, qui se retrouve dans son intitulé. Il présente le cadrage adopté, c'est-à-dire qu'il précise le but poursuivi par la transformation et le contexte spatio-temporel sur lequel porte le programme. Ensuite, les différents axes de recherche transversaux qui permettront d'orienter le programme et de fédérer les différentes disciplines par un questionnement commun seront présentés. Le document présente certains aspects relatifs à la structuration des projets qui s'inscrivent dans ce programme (sphères d'actions et axes de recherche transversaux). Finalement, il aborde des aspects méthodologiques au sens large, qui caractérisent comment la notion de recherche transformatrice est comprise dans le cadre de STRIVE.

Choix de la notion de *transformation* écologique et sociale

Les notions de *transition* et ses dérivés (transition écologique, transition sociétale, transition juste, etc.), ainsi que de *transformation*, en sont venues à être progressivement institutionnalisées, étant mobilisées dans les débats sur la durabilité par des acteurs et actrices variés, publics comme privés. La recherche souligne que ces notions sont souvent utilisées de manière interchangeable, pour signifier l'idée générale d'un "*changement fondamental, systémique ou radical*" (Feola, 2015, p. 379) ou comme l'une des potentielles trajectoires que peut prendre l'autre, et vice versa (Child & Breyer, 2017; Hölscher et al., 2018).

Ceux et celles qui entendent différencier les deux termes insistent sur une distinction portant sur la profondeur et l'échelle du changement, la transformation étant utilisée pour faire référence à des changements majeurs, plus radicaux, à grande échelle et à long terme, applicables à des sociétés entières, tandis que la notion de transition se focaliserait le plus souvent sur l'analyse du changement dans des secteurs spécifiques tels que l'énergie, la mobilité, ou l'agriculture (Feola, 2015; Hölscher et al., 2018). Hölscher et al. (2018) notent en outre que la transformation est souvent appliquée en relation avec des concepts comme la résilience et les limites planétaires. Pour Stirling (2015), les transitions sont "*gérées de manière ordonnée, à travers les structures en place, selon des connaissances étroitement disciplinées, mettant souvent l'accent sur l'innovation technologique, vers une finalité particulière connue (présumée partagée)*", tandis que les transformations "*impliquent des alignements politiques plus diversifiés, émergents et indisciplinés, davantage axés sur les innovations sociales, remettant en cause les structures en place (...)*" (traduction libre de Stirling 2015, p. 54).

On peut résumer la distinction, de manière forcément réductrice et schématique, comme suit : le concept de transition serait mobilisé par les parties prenantes qui estiment que la durabilité est atteignable au sein des structures existantes (perspective du *statu quo*) ou qu'elle nécessite des réformes sans rupture radicale avec le système en place (perspective réformiste), tandis que la mobilisation du concept de transformation ferait référence à la nécessité d'une reconfiguration en profondeur des structures politiques et économiques de la société (perspective transformatrice) (cf. p. ex. Block & Paredis, 2019; Hopwood et al., 2005). La perspective transformatrice conçoit la durabilité comme intrinsèquement connectée aux enjeux d'équité sociale, prenant en compte les liens entre accès aux moyens de subsistance, à la santé, aux ressources et à la prise de décision économique et politique (Hopwood et al., 2005). C'est dans ce sens que la notion est mobilisée dans le 6^e rapport du 2^e groupe de travail du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), publié en 2022, où la transformation est définie comme "*un changement dans les attributs fondamentaux de systèmes, notamment des objectifs ou des valeurs modifiés*", ou encore comme comprenant "*la transition de systèmes renforçant la résilience des écosystèmes et de la société*" (IPCC, 2022, Chap. 18.3.1 et Box 18.1).

Le diagnostic de la situation actuelle nous informe que de simples modifications incrémentales des systèmes socio-économiques occidentaux sont insuffisantes pour le rendre durable (i.e. atteindre les objectifs de la transformation décrits plus bas), ce qui justifie le choix de la notion de transformation pour intituler le programme et la volonté de l'inscrire dans une perspective transformatrice. Ce choix traduit par ailleurs la volonté d'appréhender les questionnements de manière systémique et interdisciplinaire, ainsi que d'éviter que le programme ne soit assimilé à des recherches qui porteraient sur l'étude de simples transitions sectorielles. En outre, il rend

compte de la volonté d'étudier les processus de changement(s) en prenant en considération toutes les sphères de la société (société civile et ONG, entreprises privées, secteur public), volonté qui se reflètera dans la structuration des projets.

Ce choix est cohérent avec le positionnement de l'UNIL, dont l'approche de la durabilité traduit une perspective de durabilité forte. Il fait par ailleurs écho à l'emploi du terme dans les institutions internationales, et en particulier aux travaux du GIEC, qui adopte une conception large de la transformation (y compris dans son 6^e rapport, Groupe de travail II) dans l'objectif d'intégrer les questions d'équité, de justice climatique et de changement institutionnel et sociétal à grande échelle. Le GIEC l'utilise comme un concept orienté vers des solutions, visant à informer et contribuer au changement sociétal (IPCC, 2022, chapitres 1.5.1 et 18).

En bref, le choix de la notion de *transformation* pour intituler le programme de recherche STRIVE vise en particulier à insister sur les éléments distinctifs suivants, dont la volonté est qu'ils se reflètent dans les hypothèses, le cadrage et les méthodes des projets de recherche menés sous son égide :

- La profondeur des changements nécessaires : la transformation renvoie à des modifications radicales et structurelles du système socio-économique ;
- L'ampleur des changements nécessaires, à savoir leur caractère transversal, transsectoriel, qui s'applique à l'ensemble de la société ;
- La nécessaire appréhension systémique des enjeux pour saisir ces changements, laquelle implique des approches interdisciplinaires voire transdisciplinaires pour les étudier ;
- La rupture avec certains postulats, structures et modèles épistémiques dominants, au sens d'un changement de paradigme. Ceci impliquera d'intégrer aux recherches une certaine réflexivité sur le choix des méthodes de recherche et la posture des chercheur·euses. Dans la mesure où cette prémisses ouvre le champ à des résultats imprévisibles, il s'agira également de se questionner sur les critères de réussite et d'impact des recherches menées dans le cadre du programme.

La différence dans l'utilisation des termes transition et transformation dans la littérature est [exposée de manière un peu plus détaillée ici](#).

Cadrage général des projets de recherche STRIVE

Objectif visé par la transformation : la Suisse au sein du Donut en 2050

Comme indiqué dans les éléments de contexte, le programme de recherche entend s'intéresser essentiellement aux **processus et aux dynamiques de la transformation**, plutôt que de se pencher de manière précise ou quantifiée sur la déclinaison normative de ce que signifie un système socio-économique durable. Il choisit un cadre normatif donné afin de permettre la construction, dans les grandes lignes, d'une vision commune des buts visés par le processus de transformation, ainsi que pour permettre aux différents chercheur·euses impliqué·es de mener des recherches cohérentes et coordonnées avec les autres projets ou sous-projets de STRIVE. Ce qui importe principalement est d'être aligné·es sur la **direction visée** et l'**ampleur du changement** nécessaire.

Le programme STRIVE s'appuie à cet égard sur le modèle du Donut imaginé par Kate Raworth, économiste à l'Université d'Oxford. Ce cadre normatif vise à repenser le système socio-

économique dominant, de sorte que son impact se situe dans un espace sûr et juste. Afin de rester dans une zone *sûre*, l'impact des activités socio-économiques devrait se situer en deçà d'un plafond écologique fixé par les limites planétaires, qui sont des seuils de perturbation des processus naturels à ne pas franchir, afin d'assurer la stabilité du système Terre (Steffen et al. 2015 ; Rockström et al. 2009). Afin de rester dans un espace *juste*, il y a lieu de s'assurer du respect d'un socle social constitué des besoins fondamentaux et des déterminants minimaux du bien-être qui devraient permettre à toutes et tous de mener une vie digne. Les paramètres du fondement social ne sont toutefois pas conçus comme une liste définitive et certains paramètres peuvent varier en fonction des régions du monde, des cultures et des échelles considérées. Les limites planétaires et le fondement social définissent la zone sûre et juste en forme de donut dans laquelle les activités humaines devraient être circonscrites (Figure 1) (Raworth 2017).

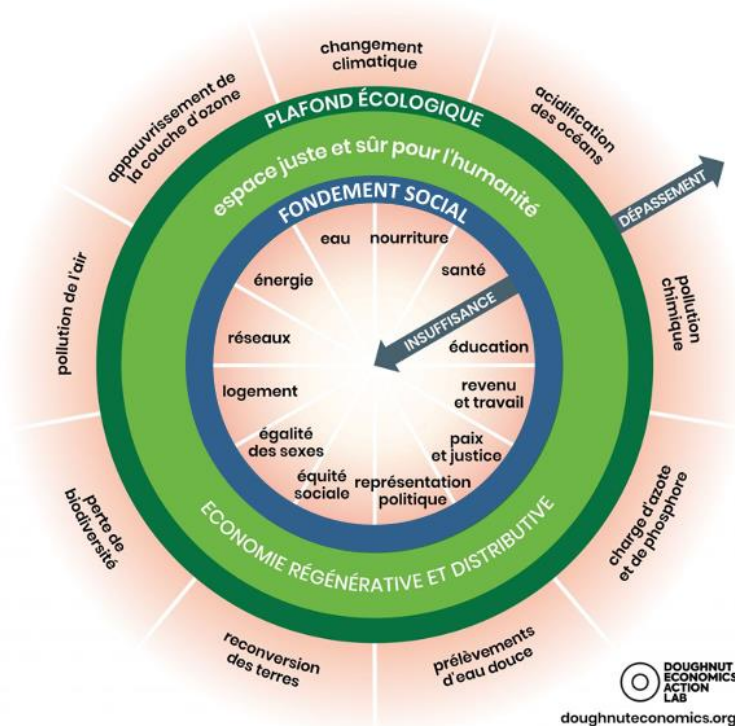


Figure 1 – Le modèle du Donut de Kate Raworth

La recherche existante sur les transitions souligne qu'il convient de tenir compte explicitement de la diversité des contextes dans lesquels les transitions se produisent, pour éviter les « vues d'un monde unique » (*one-world views*), qui tendent notamment à négliger les points de vue locaux au profit de trajectoires de « développement » inspirées des expériences occidentales/du Nord. La diversité peut être la clé d'une transition plus durable et de nouvelles trajectoires territoriales (Sustainability Transitions Network, Newsletter n°45, septembre 2022). Entre autres pour tenir compte de cette exigence, il convient d'ancrer le périmètre d'étude des projets et sous-projets de STRIVE dans un contexte territorial bien défini. Au vu de l'ancrage institutionnel de l'UNIL dans son territoire, le contexte choisi est celui de la Suisse. Quant au cadrage temporel retenu, il s'agit d'un horizon de la transformation de notre système socio-économique vers un système durable d'ici à 2050.

En bref, les recherches s'intéresseront **aux processus et aux dynamiques** pouvant mener la Suisse de la situation actuelle à une **Suisse dont l'impact en 2050 se situe au sein de l'espace « sûr et**

juste » délimité par le Donut. Dans cette perspective, le respect des limites planétaires nécessite de réduire les impacts, directs et indirects, de l'ensemble de la consommation du pays (approche « empreinte »), sans se limiter aux seules dégradations directes générées sur le territoire. L'objectif poursuivi permet ainsi de tenir compte des conséquences que le système socio-économique suisse engendre à l'étranger. Une telle perspective n'exclut pas un engagement de la Suisse au niveau international pour favoriser la poursuite d'un objectif similaire dans d'autres territoires.

Décroissance des flux de matière et d'énergie : sobriété

Pour donner une idée des ordres de grandeur de la réduction nécessaire pour atteindre l'objectif d'une Suisse qui respecte les limites planétaires, on peut se référer à une étude récente mandatée par l'administration fédérale : « *En partant des limites planétaires, nous recommandons une réduction de 74 % de l'empreinte sur la biodiversité et de 48 % de l'empreinte relative à l'eutrophisation (...). Au vu des objectifs existants pour le pays (stratégie climatique à long terme 2050 et stratégie de développement durable 2030), nous recommandons au moins une réduction de 89 % de l'empreinte des gaz à effet de serre d'ici 2040. Concernant l'impact environnemental total, nous estimons le besoin de réduction à 67 %, en nous basant sur les objectifs environnementaux et les valeurs limites légales de la Suisse* » (EBP/OFEV, 2022, p. 7). Les stratégies d'efficacité matérielle et énergétique et les améliorations ponctuelles sont insuffisantes, à elles seules, pour atteindre ces objectifs. Selon les estimations d'une étude de 2013, de « simples mesures » visant à optimiser l'usage des ressources, même extrêmement drastiques, pourraient au mieux conduire à une réduction de 40 % (cf. Kissling-Näf et al. 2013, p. IV).

Il apparaît qu'atteindre ces objectifs requiert une réduction des flux de matière et d'énergie en termes absolus, ce qui implique notamment de mettre en œuvre des stratégies de sobriété. L'atteinte de tels objectifs demandera une transformation fondamentale et coordonnée de la société suisse et de ses différents secteurs (logement, mobilité, alimentation, énergie, économie, etc.), justifiant ainsi pleinement l'emploi de la notion de transformation.

L'impératif d'une décroissance rapide des flux de matière et d'énergie constitue donc l'élément structurant qui doit orienter la manière dont les processus et dynamiques de changement seront étudiés au sein du programme STRIVE. A titre exemplatif, voici quelques questions transversales pouvant s'inscrire dans ce cadre, auxquelles le projet STRIVE pourrait chercher à répondre : Quels sont les blocages rendant les politiques de sobriété si difficiles à mettre en œuvre, et comment les dépasser ? Comment rendre la décroissance des flux nécessaire à une société durable politiquement et socialement acceptable, désirable même ? Comment repenser et raconter les liens entre consommation matérielle et énergétique et bien-être ? Comment modifier le paradigme économique actuel, ou le cadre légal suisse, pour servir les objectifs d'une société plus sobre ? Quelles sont les caractéristiques du capitalisme contemporain favorables ou défavorables aux différentes dimensions de la transformation nécessaire ?

Un objectif aligné aux visées politiques nationales et aux intentions de l'UNIL

Ce choix s'inscrit dans la lignée des objectifs politiques de la Suisse qui cherche non seulement à limiter « *l'impact environnemental de la Suisse sur son territoire et à l'étranger (...) à ce que la nature peut supporter* », mais aussi à garantir les droits humains fondamentaux de ses citoyen·nes et du reste de la population mondiale (CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE, *Stratégie pour le développement durable 2016 - 2019*, 27 janvier 2016, p. 25).

L'initiative populaire fédérale 'Pour une économie durable et fondée sur une gestion efficiente des ressources (économie verte)' demandait déjà en 2012 une réduction de l'empreinte écologique de la Suisse d'ici à 2050 de manière que, extrapolée à la population mondiale, elle ne dépasse pas un équivalent planète (FF 2012 7781). Le Conseil fédéral avait alors souligné que l'approche « *qui consiste à promouvoir, dans le cadre d'une approche globale, une économie durable fondée sur une gestion efficiente et économe des ressources naturelles est légitime au regard des défis impérieux que constituent les problèmes mondiaux liés à l'utilisation des ressources et des effets de renversement d'écosystèmes de la planète qui peuvent en découler* », ajoutant encore que la réduction de « *l'empreinte écologique globale à un équivalent planète est désormais indispensable, car l'utilisation efficace des ressources naturelles n'est pas seulement une nécessité en matière de politique environnementale, mais également en matière de politique économique* » (FF 2014 1751, 1776).

Aujourd'hui ces déclarations d'intention se traduisent, au moins partiellement, dans des objectifs inscrits dans la loi. On pense en particulier à l'objectif d'atteindre zéro émissions nettes de gaz à effet de serre sur le territoire Suisse d'ici 2050. Cet objectif a été inscrit à l'art. 3 de la Loi sur le climat et l'innovation (LCI), acceptée par votation populaire le 18 juin 2023. Plus largement, la Suisse poursuit l'objectif de limiter l'augmentation de la température à 1.5°C, s'inscrivant dans la lignée de la publication en 2018 du rapport spécial du GIEC sur le réchauffement planétaire de 1.5°C (cf. art. 2 al. 1 let. a de l'accord de Paris et National Determined Contribution de la Suisse).

Le choix de focaliser STRIVE sur l'étude des processus facilitant la transformation vers une Suisse dont l'impact se situe dans le Donut en 2050, s'inscrit par ailleurs de manière cohérente dans le positionnement de l'UNIL. En effet, en tant qu'institution de recherche au service de la société, l'UNIL insiste sur la transition écologique parmi les enjeux prioritaires de son plan d'intention 2021-2026 et souhaite dans ce cadre renforcer le soutien aux chercheur·euses au sein de l'UNIL, les aider à produire une recherche de qualité pour éclairer les enjeux complexes du monde et s'engager en faveur d'une recherche ancrée dans son territoire et ouverte au monde.

Structuration des projets

Une problématique systémique : vue d'ensemble, coordination, intégration

Pour rappel, les recherches sous l'égide du programme STRIVE visent à étudier le(s) processus de changement nécessaires pour réduire l'impact environnemental, direct et indirect, généré par les activités socio-économiques de la Suisse d'environ 2/3 en moins de trois décennies, tout en respectant les minima sociaux nécessaires au bien-être de l'ensemble des membres de la société. Elles visent à mieux comprendre les dynamiques et processus de changement, identifier les obstacles qui se situent sur le chemin de la transformation, ainsi que les leviers permettant de les dépasser.

La complexité, l'incertitude et l'imprévisibilité qui caractérisent les enjeux de non-durabilité requièrent d'utiliser une perspective systémique, c'est-à-dire de s'intéresser aux interrelations entre les différents éléments qui composent le système, ainsi que de placer les défis contemporains dans leur contexte historique et en relation avec leurs futurs potentiels.

Pour organiser la recherche et les questionnements liés à la transformation vers une Suisse durable de manière systémique, interdisciplinaire et coordonnée, STRIVE s'appuie sur :

- Une représentation simplifiée du système socio-économique et de ses sphères d'actions.
- Trois axes de recherche transversaux.

Ces deux éléments permettront de structurer le projet et l'ensemble de ses sous-projets pour leur donner une grille de lecture commune et permettre de mettre en lien les différents savoirs acquis.

Représentation simplifiée du système par sphères d'action

Pour représenter de manière systémique les enjeux de la transformation, tout en essayant de dépasser l'approche classique par secteur ou discipline, STRIVE s'intéressera principalement aux **interactions** entre les trois principales *sphères d'actions* listées ci-dessous (cf. figure 2). Ce sont en effet les influences mutuelles de ses sphères qui constituent des obstacles et leviers potentiels sur le chemin de la transformation et définissent en grande partie les dynamiques de changement. Ces sphères permettent également de caractériser et questionner les visions du monde, positionnements, valeurs et actions des différents parties prenantes qui s'y situent et d'interroger leur contribution, positive ou négative, à la transformation écologique et sociale. Ces sphères d'action ne doivent pas être vues comme des catégories monolithiques ou imperméables, mais visent simplement à situer les différents thèmes et questionnements abordés par STRIVE dans cadre conceptuel plus large.

- **Individus et société civile** (comportement, normes sociales, etc.)
- **Institutions et secteur public** (démocratie, droit, politiques publiques, etc.)
- **Économie et entreprises** (macroéconomie, finance, modèles d'affaires, etc.)

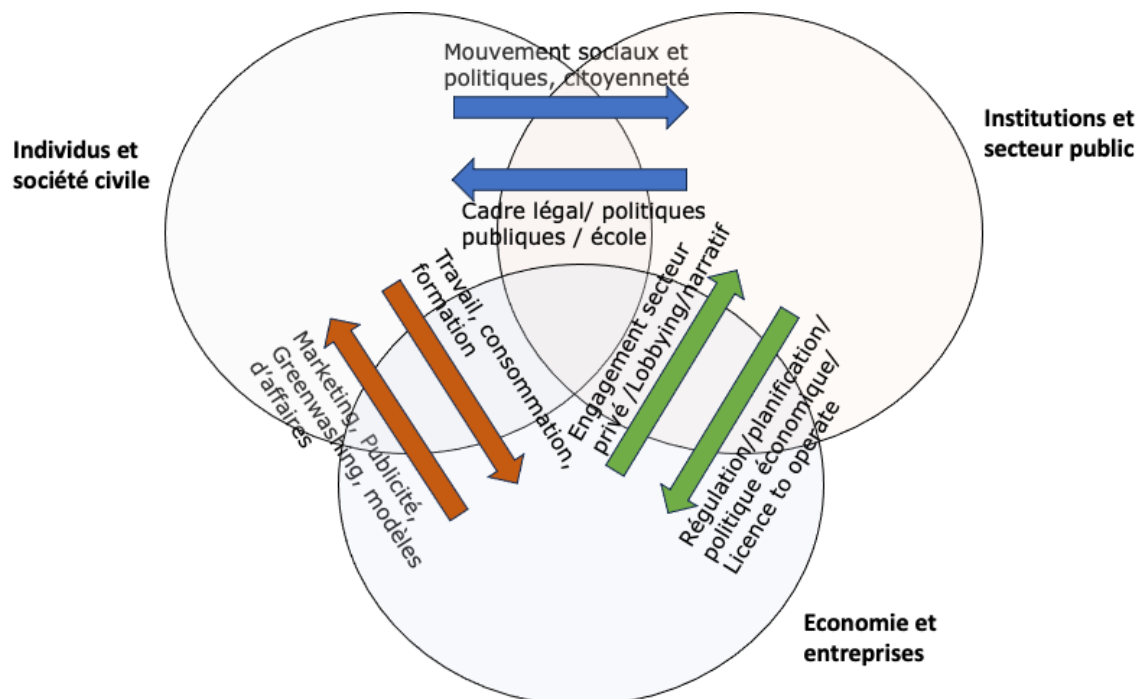


Figure 2 – Les sphères d'action et leurs interactions

Axes de recherche transversaux

Pour permettre une lecture transversale des enjeux soulevés, des axes de recherche communs à l'ensemble des sous-projets structureront la recherche.

Le choix de ces axes résulte d'un processus d'émergence et de maturation construit sur environ six mois. Une première réflexion a été menée en tenant compte (i) d'une vision systémique de la transformation, sur la base des connaissances des membres de la direction du programme et de la littérature académique, ainsi que (ii) d'une étude préliminaire de l'apport possible des différentes disciplines à la transformation fondée sur des discussions au sein du conseil scientifique, dont les membres représentent une large diversité de disciplines. Cette réflexion a mené à l'ébauche d'axes de recherche transversaux préliminaires. Dans un second temps, un colloque interdisciplinaire portant sur la recherche sur la transformation écologique et sociale a été organisé en février 2023 à l'UNIL, réunissant des chercheur·euses internes à l'UNIL et quelques chercheur·euses externes invité·es. Ces deux jours de colloque, dont [la synthèse est disponible ici](#), ont permis de raffiner la première ébauche et de choisir, après une matinée de travail avec le conseil scientifique, les trois axes transversaux suivants :

- Gouvernance du changement et leadership
- Justice sociale et équité dans la transformation
- Communication, récits et storytelling

La pertinence de se focaliser sur chacun de ces axes dans le cadre de l'étude du processus de transformation vers un système socio-économique durable est brièvement décrite ci-dessous. Nous proposons, à titre illustratif, une série de questions préliminaires qui ressortent des discussions lors du colloque mentionné plus haut, auxquelles les projets et sous-projets de recherche pourraient chercher à répondre. Ces questions ne sont que des exemples et n'ont pas vocation à constituer une marche à suivre. Les questions de recherches plus spécifiques seront déterminées puis affinées par les équipes de recherche, à l'issue d'un processus de travail collectif et interdisciplinaire, voire de co-construction avec d'autres parties prenantes.

Gouvernance du changement et leadership

La gouvernance, dans ses différentes dimensions, peut être pensée comme un puissant vecteur de transformation. Celle-ci implique qu'il faut se montrer prêt·es à repenser certaines caractéristiques de notre système institutionnel et démocratique, voire les paradigmes sur lesquelles elles reposent. Dans ce contexte, il semble crucial de se demander **comment gouverner au mieux la transformation, à toutes les échelles.**

L'organisation institutionnelle régissant le système socio-économique actuel est-elle apte à accueillir, voire à initier, la transformation visée ? Des réformes des grandes règles institutionnelles organisant la démocratie et les processus de prise de décision sont-elles nécessaires pour créer et gouverner une société durable en Suisse ? Quelles réformes seraient nécessaires au niveau du *design* des politiques publiques, de la répartition des compétences entre niveaux institutionnels, de la coordination intersectorielle, etc. ? Les traditions actuelles légitimant l'action publique et l'interprétation actuelle de l'ordre, respectivement de l'intérêt public, sont-elles encore adaptées aux enjeux et sinon, comment les adapter ? Notre système législatif largement fondé sur la protection des intérêts individuels doit-il évoluer pour permettre de mieux répondre aux intérêts sociétaux plus collectifs ?

Ces questions de gouvernance se posent également à l'échelle des organisations. Comment définir et promouvoir de nouvelles formes d'organisation et de leadership compatible avec les enjeux de la transformation ? Faut-il dans ce contexte favoriser une gouvernance plus agile, inclusive et partagée et si oui comment ? Mais, la question de la gouvernance du changement s'intéresse également aux stratégies d'obstruction au changement. Quel rôle joue dans ce cadre la désinformation organisée par les acteurs et actrices qui n'ont pas d'intérêt immédiat au changement ? Comment les différentes stratégies visant à retarder l'action se manifestent-elles dans nos politiques publiques et d'entreprise, et quels effets ont-elles sur les sphères économiques, sociales, et politique ? Par quel mécanisme atteignent-elles (ou non) leur objectif et comment les combattre ?

Justice sociale et équité dans la transformation

Actuellement, au niveau mondial, les 10% des individus les plus riches sont responsables de près de la moitié (48%) des émissions de CO₂ – un niveau de revenu élevé étant en général corrélé à un impact environnemental important. Le dernier rapport sur les inégalités mondiales, souligne que l'inégalité « *est un choix politique et non une fatalité* » et que les politiques climatiques et environnementales dans le pays riches « *devraient davantage cibler les pollueurs aisés* », dans la mesure où « *les émissions de la moitié la plus pauvre de la population des pays riches se situent déjà (ou peu s'en faut) aux niveaux que ces derniers se sont fixés comme objectif pour 2030, quand on exprime ces objectifs par habitant* » (Chancel 2022, p. 17). Sans aller dans les détails, on comprend ici aisément que réduire drastiquement l'impact du système socio-économique suisse d'ici à 2050, tout en garantissant justice sociale et bien-être pour toutes et tous **invite à réfléchir à la manière de répartir l'effort de transition et à éviter une charge trop importante pour les plus vulnérables**. Cela inclut à la fois la réduction des inégalités préexistantes, renforcées par les dégradations environnementales, et l'élaboration de politiques de transformation équitables qui mettent la justice sociale au cœur de leurs préoccupations.

Comment répartir l'effort de transition, c'est-à-dire qui (quels acteurs et actrices, mais aussi quels territoires) doivent porter le coût de la transition ? Comment gérer les actifs échoués ? Comment s'assurer que l'évolution des prix de certains biens dans un monde moins intensif en carbone permette néanmoins de respecter le plancher social ? Quelles politiques publiques et instruments s'agit-il de déployer pour permettre une telle redistribution (p. ex. faut-il continuer à faire confiance principalement au marché ou une certaine planification est-elle également un outil intéressant à mobiliser dans ce cadre) ? Quelles valeurs fondamentales permettent d'aller vers plus d'équité ? Quels récits dominants méritent d'être abandonnés pour permettre une nouvelle répartition ? Le système éducatif et la formation, la production des savoirs et le rapport à l'expertise scientifique doivent-ils être modifiés ou réinventés pour permettre une meilleure répartition de la richesse et des savoirs ?

Communication, récits et storytelling

Une transformation socio-économique implique également une transformation des valeurs et du récit collectif dans lequel elles s'inscrivent. Le manque d'imagination pour se détacher du connu et des pratiques habituelles (« *imagination deficit* ») est parfois cité parmi les barrières à la transformation (cf. Loorbach 2023, [colloque transformation](#)). Dans ce contexte, il semble essentiel de s'intéresser au poids des discours et récits (notamment médiatiques, politiques, publicitaires ou fictionnels, mais aussi des récits de vie, ou du récit historique, spirituel, etc.) et de s'interroger,

dans toutes les sphères d'action, sur les narratifs à même de susciter la réflexion, la volonté et l'adhésion nécessaires à une transformation ambitieuse. De même, il est essentiel de comprendre qui a le pouvoir de formuler les récits et de les diffuser. En ce sens, une attention particulière portée aux récits divergents ou alternatifs aux narratifs portés par le modèle socio-économique dominant semble essentielle. Le récit peut être utilisé comme dispositif pour investiguer les problèmes publics et éventuellement les réarticuler. L'usage politique ou instrumental du récit (storytelling) est également un thème clé pour l'étude des dynamiques de transformation.

Sur quels récits, voire mythes, le fonctionnement actuel de notre système socio-économique actuel repose-t-il et par quoi pourraient-ils être remplacés pour permettre la transformation souhaitée ? Quels types de narratifs transformateurs sont nécessaires dans ce contexte, comment les créer et quels canaux de communication sont utiles à leur diffusion ? Quels récits doivent être développés dans quelles sphères d'action ? Comment les différents vecteurs de changement contribuent-ils à faire évoluer (ou non) le contexte et le narratif propice à une transformation socio-économique ambitieuse vers une société bas-carbone ? Comment rendre les alternatives déjà existantes attrayantes et accessibles ? Comment les fictions peuvent-elles être mobilisées au service de la transformation non seulement pour imaginer le « pas encore possible », mais aussi pour entrer en empathie avec d'autres sujets et éventuellement modifier des affects ? Quels facteurs, et en particulier quels rapports de force au sein de la société, sont déterminants pour que les récits alternatifs deviennent dominants ?

Considérations méthodologiques

Recherche sur la transformation et recherche transformatrice

La **recherche sur la transformation** (*Transformationsforschung*) n'est pas (encore) considérée comme un champ de recherche établi, mais comme une perspective de recherche émergente visant à étudier des problèmes sociétaux complexes, ainsi qu'à rechercher et soutenir des processus et dynamiques de changement fondamentaux sur le long terme. Cette perspective rassemble différents courants de recherche qui étudient le changement social vers la durabilité (Wittmayer & Hölscher, 2017, p. 14).

La recherche **transformatrice** (*transformative research ; transformational sustainability science*) contribue à résoudre des problèmes sociétaux et se caractérise par une aspiration explicite à s'impliquer : l'objectif est de catalyser les processus de changement et d'impliquer activement les parties prenantes dans le processus de recherche, afin de générer des connaissances « socialement robustes » nécessaires aux transformations vers la durabilité. Recherche transformatrice et transdisciplinarité sont souvent associées, diverses parties prenantes étant impliquées dans le processus de production des connaissances (Wuppertal institut, n.d.). La recherche transdisciplinaire associe en effet la résolution de problèmes sociaux à la co-production de connaissances scientifiques avec d'autres parties prenantes (SCNAT savoir, n.d. -a).

Le programme STRIVE entend s'inscrire dans ce champ de recherche en produisant des connaissances utiles à la transformation, si possible transformatrices. Nous proposons plus bas également un aperçu de possibles domaines de concrétisation dont l'étude pourrait s'avérer particulièrement intéressante pour garantir un impact transformatif.

Production de connaissances utiles à la transformation

Le réseau pour la recherche transdisciplinaire de l'Académie suisse des sciences naturelles (TD-Net) distingue trois types de connaissances nécessaires à la résolution de problèmes sociétaux.

Les savoirs ayant trait au fonctionnement des systèmes sociaux (*systems knowledge*), les savoirs visant à définir les bons objectifs de transformation (*target knowledge*) et les savoirs visant à mieux comprendre comment changer le système afin de passer de la situation actuelle à l'état désiré (*transformation knowledge*) (SCNAT savoir, n.d. -b; Buser & Schneider, 2021). Bien que ces trois types de connaissances ne soient pas entièrement dissociables, le programme STRIVE vise essentiellement à produire des résultats qui s'inscrivent dans la catégorie des savoirs de type *systems knowledge* et *transformation knowledge*, la partie plus normative liée au *target knowledge* étant déjà intégrée comme une hypothèse commune à l'ensemble de la recherche STRIVE (voir section : Objectif visé par la transformation). Néanmoins, ce cadre normatif reste très large et il s'agira sans doute de raffiner cet objectif en partenariat avec d'autres parties prenantes impliquées dans le projet et le décliner en fonction du contexte de recherche relatif à chaque sous-projet (Wuelser, Edwards 2023).

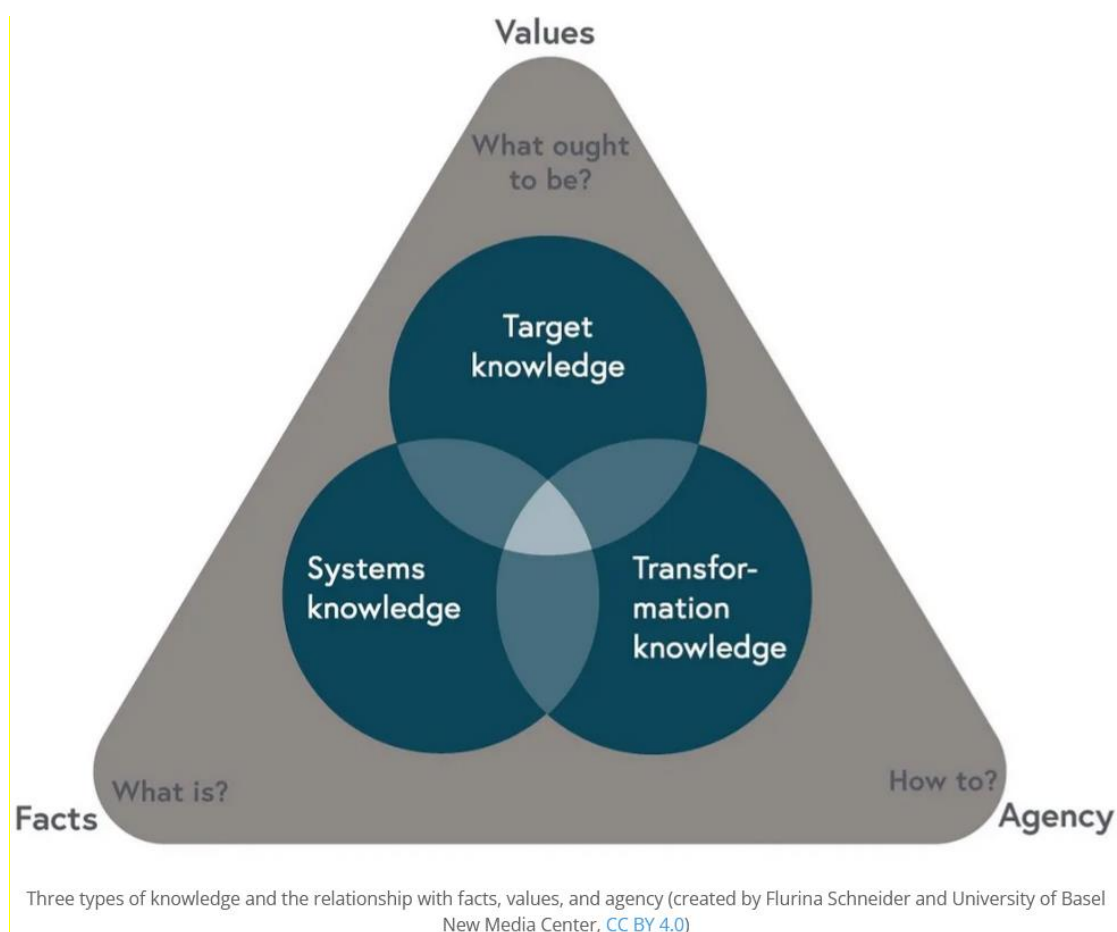


Figure 3: Three types of knowledge – Integration and Implementation Insights (i2insights.org)

Caractéristiques de la production de connaissances visée par STRIVE

Les projets sous l'égide de STRIVE visent à produire des connaissances ayant les caractéristiques suivantes :

- **systemiques** – qui prennent en compte la vue sur l'ensemble du système et les interactions entre ses différents éléments
- **exploitables** (et si possible transformatrices) – directement pertinentes pour les acteur·trices de terrain et orientées vers la production de futurs durables

- **réflexives** – qui comprennent une réflexion sur le rôle de la recherche universitaire, du positionnement des chercheur-euses, ainsi que de l'éventuelle participation d'autres parties prenantes dans les processus de (co-)création de connaissances ayant un impact à la fois sociétal et scientifique.

Intégratives et systémiques :

La conception générale du programme STRIVE décrite plus haut, qui s'intéresse aux interactions entre les différentes sphères d'action et propose une lecture de celles-ci selon trois axes transversaux principaux, vise à permettre la production de connaissances systémiques. Le projet est conçu pour permettre le dialogue entre les différents sous-projets et l'intégration des différentes connaissances produites par les différentes disciplines en un tout cohérent. Ce travail débute dès le lancement des travaux, et se terminera par une phase du programme destinée explicitement à la mise en commun et à la diffusion des travaux des différents sous-projets.

Exploitable – et si possible transformatrices :

Pour permettre de produire des connaissances qui soient exploitables, les recherches devront être, au moins dans certains de leurs aspects, à visée transformatrice, et dès lors transdisciplinaires. Les équipes de recherche devront rester attentives à cette exigence, pour éviter des recherches déconnectées des réalités du terrain. Cette prise en compte des autres parties prenantes pourra se décliner sous différentes formes : co-production des questions de recherche, choix de méthodologies adaptées (p. ex. participatives, living-labs, etc. – cf. ci-dessous), diffusion et intégration des savoirs auprès des parties prenantes, etc. L'équipe de coordination du projet s'efforcera de faciliter la mise en place d'un environnement de recherche permettant d'avoir des échanges réguliers et privilégiés avec d'autres parties prenantes, en construisant un *sounding-board* informel composé de protagonistes issus du monde politique, des entreprises et de la société civile.

Façonner la collaboration entre les parties prenantes de manière systématique et traçable requiert des outils et méthodes spécifiques. Les méthodes à mobiliser pour mener des recherches transformatrices ne sont pas arrêtées (p. ex. planification et l'analyse de scénarios, analyse et l'évaluation des politiques, analyses quantitatives et qualitatives, entretiens, discussions de groupe, études de cas, living labs, projets pilotes, etc.). Les équipes de recherche sont invitées à se référer à la boîte à outils [td-net](#) proposée par l'Académie suisse des sciences naturelles (SCNAT), qui réunit des outils et méthodes spécifiquement axés sur le développement conjoint de projets, la conduite de recherches et l'exploration des moyens d'avoir un impact sur des groupes hétérogènes. Ce travail de cartographie des méthodes et outils adaptés à conduire des travaux de recherche inter- et transdisciplinaire a été étendu par un groupe de travail de la ITD Alliance, qui propose une revue et évaluation récente des différentes méthodologies à disposition (ITD Alliance Working Group on Toolkits and Methods, 2023).

Réflexives :

Chaque projet et sous-projet consacrer une partie de son travail à une réflexion sur sa propre production scientifique et ses postures axiologiques et épistémologiques.

De manière générale, l'exigence de réflexivité suppose également de réfléchir à la nature et aux types de productions scientifiques attendues des projets de recherche. Si la publication scientifique reste bien évidemment une forme de production et de transmission de la

connaissance incontournable, elle ne saurait suffire à atteindre les objectifs transformatifs affichés. Une ouverture à des types de livrables et de productions de nature moins conventionnelle (recommandations, policy briefs, guides pratiques, ateliers, événements, etc.) sera donc indispensable.

Exemples de domaines de concrétisation potentiels

Lorsque des cas d'études précis seront exigés pour trouver des réponses concrètes et ancrées dans la réalité du terrain, en collaboration (ou co-construction) avec leurs actrices et acteurs de terrain, les projets pourront s'intéresser en priorité aux domaines dont l'impact environnemental compte actuellement parmi les plus importants en Suisse. Leur transformation sera en effet capitale pour passer de la situation actuelle à l'objectif du Donut en 2050. Ces domaines ne sont pas appréhendés comme des secteurs, mais comme la focale d'entrée pour étudier les processus de changement sociétaux, systémiques par essence. Il ne s'agit donc pas de les traiter de manière sectorielle, mais de s'y intéresser du point de vue d'un ensemble d'obstacles et de leviers, provenant de différentes sphères d'action et permettant la transformation du domaine en question.

Les quatre domaines de la demande finale à plus forte empreinte environnementale en Suisse sont le logement (construction, meubles, appareils ménagers, etc.), l'alimentation, la mobilité privée et la santé (Figure 4). Si le contexte de la recherche le permet, utiliser ces domaines comme cas de concrétisation dans le cadre de STRIVE est recommandé.

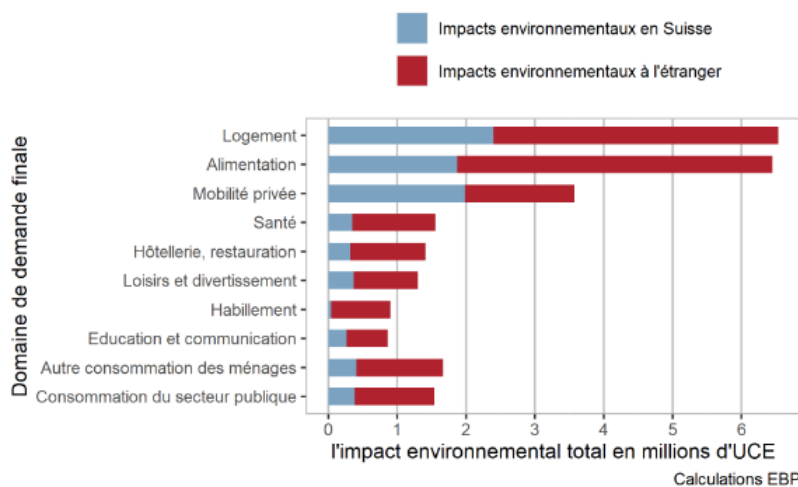


Figure 4 : <https://www.news.admin.ch/newsd/message/attachments/73485.pdf>.

Références

- Buser, T. & Schneider, F. (2021, 02, 11). *Three Types of Knowledge*. Integration and Implementation Insights. <https://i2insights.org/2021/02/11/three-types-of-knowledge/>
- Block, T., & Paredis, E. (2019). Four misunderstandings about sustainability and transitions. In K. Van Poeck, L. Östman, & J. Öhman (Éds.), *Sustainable Development Teaching Ethical and Political Challenges* (p. 15-27). <https://doi.org/10.4324/9781351124348-2>
- Chancel, L., Piketty, T., Saez, E., & Zucman, G. (2022). *World inequality report 2022*. World Inequality Lab.
- Child, M., & Breyer, C. (2017). Transition and transformation : A review of the concept of change in the progress towards future sustainable energy systems. *Energy Policy*, 107, 11-26. <https://doi.org/10.1016/j.enpol.2017.04.022>
- Clayton, T., & Radcliffe, N. (2015). *Sustainability : A Systems Approach*. Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781315070711>
- CONSEIL FÉDÉRAL, Communiqué de presse du 8 octobre 2018 sur le rapport du GIEC sur un réchauffement climatique de 1,5 degré: objectif 2050 suisse réexaminé, <https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiques.msg-id-72416.html>, consulté le 1^{er} septembre 2023.
- Curnier, D. (2017). *Quel rôle pour l'école dans la transition écologique ? Esquisse d'une sociologie politique, environnementale et prospective du curriculum prescrit*. Université de Lausanne.
- EBP/OFEV (2022). Empreintes environnementales de la Suisse : Évolution de 2000 à 2018 - résumé, Zurich, 2022. <https://www.newsd.admin.ch/newsd/message/attachments/73485.pdf>.
- Feola, G. (2015). Societal transformation in response to global environmental change : A review of emerging concepts. *Ambio*, 44(5), 376-390. <https://doi.org/10.1007/s13280-014-0582-z>
- Hölscher, K., Wittmayer, J. M., & Loorbach, D. (2018). Transition versus transformation : What's the difference? *Environmental Innovation and Societal Transitions*, 27, 1-3. <https://doi.org/10.1016/j.eist.2017.10.007>
- Hopwood, B., Mellor, M., & O'Brien, G. (2005). Sustainable Development : Mapping Different Approaches. *Sustainable Development*, 13, 38-25. <https://doi.org/10.1002/sd.244>
- IPCC (2022). *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability*. Working Group II contribution to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change.
- ITD Alliance Working Group on Toolkits and Methods (2023). A landscape of toolkits for Inter- and Transdisciplinary Research. Global Alliance for Inter- and Transdisciplinarity. doi:10.5281/zenodo.10020001.
- Kissling-Näf, I., et al. (2013). *RessourcenEFFizienz Schweiz REFF - Grundlagenbericht zur Ressourceneffizienz und Rohstoffnutzung* (sur mandat de l'Office fédéral de l'environnement) <https://www.bafu.admin.ch/dam/bafu/de/dokumente/abfall/externe-studien-berichte/ressourceneffizienzschweizreff.pdf.download.pdf/ressourceneffizienzschweizreff.pdf>.

- Loi fédérale du 30 septembre 2022 sur les objectifs en matière de protection du climat, sur l'innovation et sur le renforcement de la sécurité énergétique (LCI), FF 2022 2403, FedLex. <https://www.fedlex.admin.ch/eli/fga/2022/2403/fr>
- Meadows, D. (1999). *Leverage Points: Places to Intervene in a System*. Burlington, VT: Donella Meadows Project. http://donellameadows.org/wp-content/userfiles/Leverage_Points.pdf.
- ONU (2019). *Le Futur c'est Maintenant : la Science au Service du Développement Durable*. Rapport Mondial sur le Développement Durable 2019.
- Raworth, K. (2017). *Doughnut Economics : Seven Ways to Think Like a 21st-Century Economist*. Chelsea Green Publishing.
- Rockström, J. et al. (2009). A safe operating space for humanity, *Nature*, Vol. 461, 472 ss.
- Sterling, S. (2011). Transformative Learning and Sustainability : Sketching the Conceptual Ground. *Learning and Teaching in Higher Education*, 5, 17-33.
- Stirling, A. (2015). Emancipating Transformations: From controlling 'the transition' to culturing plural radical progress. In I. Scoones, M. Leach, P. Newell (Eds.) *The Politics of Green Transformations* (pp. 54-67). London & New York: Routledge.
- Sustainability Transitions Network (2022), Newsletter n°45.
- UNIL/Ducoulombier, D. (2022), Programme Durabilité 2022 -Une introduction, UNIL, 8 mars 2022.
- Wiek, A., & Lang, D. J. (2016). Transformational Sustainability Research Methodology. In H. Heinrichs, P. Martens, G. Michelsen, & A. Wiek (Éds.), *Sustainability Science : An Introduction* (p. 31-41). Springer Netherlands. https://doi.org/10.1007/978-94-017-7242-6_3
- Wittmayer, J. & Hölscher, K. (2017). *Transformationsforschung : Definitionen, Ansätze, Methoden*, Umweltbundesamt, Texte | 103/2017, November 2017, <https://www.umweltbundesamt.de/publikationen/transformationforschung>.
- Wuelser, G., Chesney, M., Mayer, H., Niggli, U., Pohl, C., Sahakian, M., Stauffacher M., Zinsstag, J., & Edwards, P., (2020). *Priority Themes for Swiss Sustainability Research*, Swiss Academies Reports 15 (5).
- Wuelser, G., Edwards, P. (2023). *Lighthouse Programmes in Sustainability Research and Innovation*, Swiss Academies Reports 18 (2).
- Wuppertal Institut für Klima. (n.d.). *Transformative Research*. Wuppertal institut. <https://wupperinst.org/en/research/transformative-research/>
- (n.d. -a). *Dossier Recherche Transdisciplinaire*. SCNAT savoir. <https://sciencesnaturelles.ch/transdisciplinarity>
- (n.d. -b) *Three types of knowledge*. SCNAT savoir. <https://transdisciplinarity.ch/en/transdisciplinarity/was-ist-td/three-types-of-knowledge/>